

Aquilino Morelle : « Ma présence à l'Elysée exaspérait »

Le Monde.fr | 23.09.2014 à 20h12 • Mis à jour le 24.09.2014 à 16h50 | Propos recueillis par David Revault d'Allonnes ([journaliste/david-revault-dallonnes/](#))



Aquilino Morelle à son domicile parisien, le 23 septembre. LAURA STEVENS POUR "LE MONDE"

Pendant un peu moins de deux ans, il occupa l'un des bureaux les plus convoités de la République, à deux pas de celui de François Hollande. Conseiller politique mais aussi responsable de la communication, Aquilino Morelle avait dû [quitter ce poste précipitamment, le 18 avril](#) ([/politique/article/2014/04/18/aquilino-morelle-annonce-sa-demission-de-conseiller-a-l-elysee_4403884_823448.html](#)), au lendemain de la parution d'un article de Mediapart affirmant qu'il avait conseillé des laboratoires pharmaceutiques alors qu'il était à l'Inspection générale des affaires sociales (IGAS).

Cinq mois plus tard, Aquilino Morelle, qui confie par ailleurs préparer « *un livre politique sur la trajectoire de la gauche à paraître fin 2015* », répond aux questions du *Monde*.

Le portrait : La chute d'Aquilino Morelle, le conseiller politique de Hollande

([/politique/article/2014/04/18/le-retour-en-grace-contrarie-d-aquilino-morelle-conseiller-politique-du-president_4403813_823448.html](#))

Pourquoi ne vous êtes-vous pas exprimé depuis votre démission de vos fonctions de conseiller politique du président, le 18 avril dernier ?

Le choix du silence m'a d'abord été imposé par la violence du lynchage médiatique dont j'ai été l'objet. Face au déferlement de calomnies et de caricatures, parfaitement orchestré, toute parole venant de moi aurait été vaine, par avance discréditée. Le silence était aussi, en soi, une réponse : le refus d'entrer, même pour la combattre, dans une manipulation dégradante. Enfin, se taire était une manière de respecter le travail des institutions : la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique, le conseil de l'ordre des médecins, la justice. Cinq mois se sont écoulés. J'ai besoin de rétablir la vérité. Je le dois aux miens.

Démentez-vous toujours tout conflit d'intérêts ?

C'est une accusation sans aucun fondement. Quand me serais-je trouvé en situation de conflit d'intérêts ? Pendant les deux années où j'ai servi le président ? Non. Pendant les vingt-deux années où j'ai servi l'Etat et la santé publique ? Non. Lorsque, avec mes deux collègues de l'Inspection générale des affaires sociales (IGAS), nous avons mené l'enquête sur l'affaire du Mediator ? Non. Entre le 15 octobre et le 31 décembre 2007, enfin, quand j'ai assuré une prestation de conseil auprès du laboratoire suédois Lundbeck alors que je venais de réintégrer l'IGAS ? Non plus. A aucun moment, en effet, je n'ai eu à décider de quoi que ce soit pour ce laboratoire. Encore moins pu le favoriser en quoi que ce soit. Et l'IGAS n'a aucun pouvoir de contrôle sur un laboratoire pharmaceutique : la loi le lui interdit. Dès lors, parler de conflit d'intérêts n'a aucun sens.

Pourquoi l'IGAS n'avait-elle pas alors été saisie d'une demande d'autorisation ?

J'ai effectivement omis de le faire, comme cela peut arriver à n'importe qui. Mais cette omission ne révèle en rien un conflit d'intérêts. Si l'on avait examiné ces faits avec impartialité et avec calme, on serait parvenu très vite à cette conclusion : il n'y a pas d'« affaire Morelle ».

L'éditorial : L'affaire Morelle, la tache sur la « République exemplaire »

(idees/article/2014/04/19/l-affaire-morelle-la-tache-sur-la-republique-exemplaire_4404219_3232.html)

Où en sont les différentes procédures engagées à ce sujet ?

La Haute Autorité pour la transparence de la vie publique a examiné mes déclarations de patrimoine et d'intérêts. Elle ne m'a formulé aucune remarque. Le conseil de l'ordre des médecins de Paris m'a auditionné le 8 juillet dernier. Sa présidente m'a confirmé qu'aucun manquement à l'éthique médicale ne pouvait être constaté et qu'aucune procédure ne serait ouverte. Le chef de l'IGAS a examiné mon dossier administratif. La seule anomalie relevée par lui, en vingt-deux ans, est cet oubli d'une demande d'autorisation en 2007. Reste l'enquête préliminaire, pour laquelle je n'ai pas encore été contacté. J'attends de pouvoir répondre à toutes ses questions quand le procureur de la République financier le souhaitera.

Avez-vous réintégré l'IGAS ?

Oui, bien entendu. J'ai commencé une nouvelle mission qui m'a été attribuée par le chef de l'IGAS.

« JALOUSIES ET HAINES DE PALAIS »

Et les dérives de comportement qui vous ont été reprochées, comme ce cireur de chaussures venu à l'Élysée...

Il est venu une fois à l'hôtel de Marigny, au printemps 2013. Une fois de trop, mais une seule fois. Je le regrette profondément : c'était là un comportement déplacé. Mais si les choses s'étaient passées de façon normale, j'aurais été convoqué et admonesté par ceux qui avaient eu connaissance de ce fait. Voilà ce qui aurait été humain et juste. Au lieu de cela, on a mis de côté cet incident, pendant plusieurs mois, comme une pépite que l'on place en lieu sûr afin de pouvoir s'en servir le moment venu. Cette chronologie montre bien que certains avaient planifié de longue date mon élimination politique. Ils savaient parfaitement la charge symbolique de cette image du cireur de chaussures pour l'homme de gauche que je suis, fils d'ouvrier. Ils ont choisi délibérément de me salir pour me détruire. Je ne leur pardonnerai pas.

Qui est, selon vous, responsable de ce règlement de comptes ?

Pour beaucoup « d'amis du président », j'étais un gêneur. Intimement associé au discours du Bourget, j'incarnais une ligne politique « de gauche » qui n'était pas la leur. Après la crise de Florange, les choses se sont considérablement tendues. S'y sont ajoutées les rancœurs liées au rôle que j'ai joué dans l'arrivée de Manuel Valls à Matignon. Ma présence à l'Élysée exaspérait... Il y a eu aussi, et c'est un classique, l'accumulation des jalousies et des haines de palais. Enfin, des intérêts industriels ont voulu se venger du rapport sur l'affaire du Mediator et me discréditer dans la perspective du procès qui devrait s'ouvrir à Paris l'année prochaine. On a monté un dossier de toutes pièces.

Et le président, serait-il aussi derrière ce départ ?

Beaucoup le disent ; certains me le disent. Je ne peux me résoudre à le croire, alors que j'ai toujours été d'une loyauté sans faille à l'égard du président.

N'est-ce pas le fonctionnement même de l'Élysée qui suscite ce genre d'événements ?

Vous avez raison. L'Élysée s'apparente trop souvent à la Cour : intrigues, jeux de pouvoir, cabales... Avoir accès au président est vécu comme un privilège, ce qui fait naître bien des passions et des jalousies. Pour ce qui me concerne, je suis devenu son conseiller politique à sa demande. J'étais heureux de pouvoir continuer le combat politique aux côtés du nouveau chef de l'État. Pendant deux ans, j'ai fait mon devoir. Le président a toujours pu compter sur moi, en particulier dans les épreuves, les plus dures comme les plus intimes. Je suis fier de lui avoir toujours dit ou écrit les choses sans détour et d'être resté fidèle à ce qui fondait notre relation : sa confiance et ma liberté. Jusqu'au bout j'ai respecté l'homme et la fonction, parce que jusqu'au bout j'ai dit la vérité au président.

« UNE POLITIQUE EN DÉCALAGE AVEC LES URGENCES »

Y a-t-il, selon vous, un « problème Hollande » ?

Je ne sais pas s'il existe un « problème Hollande », mais je sais que le président fait face à deux problèmes politiques. D'abord, il a souhaité, et cela pouvait se comprendre dans le contexte de la fin du quinquennat de Nicolas Sarkozy, se présenter comme un président « normal ». Mais ce que les Français veulent, c'est qu'il soit pleinement président, comme il l'est sur la scène internationale. Quant au second problème, il est cruellement simple : les Français ont voté pour le discours du Bourget, pas pour le programme des Gracques.

Ce social-libéralisme, de plus en plus assumé au fil des mois, vous convient-il ?

Sans entrer ici dans le débat de fond, une chose est certaine : cette politique est en décalage avec les urgences – la lutte contre le chômage, la sortie de crise. En effet, le soutien à la compétitivité des entreprises, comme toute politique structurelle, demande du temps, alors même que la demande s'effondre. Surtout, la politique budgétaire est totalement à contretemps. Quand la croissance est nulle, il est impossible de réduire les déficits publics : à la fin on se retrouve toujours avec de la croissance en moins et du déficit en plus...

Manuel Valls vous a-t-il donné signe de vie ?

Oui, nous sommes amis.

Et le président ? Etes-vous retourné à l'Elysée ?

Oui.

Quel regard portez-vous sur cette rentrée politique ?

Elle est terrible. A l'entrée de l'Europe et de la France dans la déflation, au chômage de masse vient s'ajouter désormais une forme de décomposition politique.

« LA SITUATION POLITIQUE DE HOLLANDE PARAÎT COMPROMISE »

Votre ami Arnaud Montebourg vient de quitter le gouvernement. Etais-ce une erreur ?

Le premier ministre a souhaité réaffirmer son autorité et clarifier définitivement sa ligne et son équipe : comment ne pas le comprendre ? L'ancien ministre de l'économie était las de défendre des positions qui n'étaient pas partagées et d'avancer des propositions qui n'étaient pas retenues : comment ne pas le comprendre ? Le résultat est néanmoins là : notre unité se fissure. Ce que je crains, comme beaucoup de Français de gauche, c'est que cette fissure ne devienne une fracture.

Demeurez-vous proche de M. Montebourg ?

Oui. J'ai dirigé sa campagne pour les primaires. Notre amitié s'est renforcée à l'épreuve de ces deux années de pouvoir. Nous partageons bien des analyses économiques. Nous avons le même patriotisme chevillé au corps. Nous ne nous résignons pas à voir l'Europe s'enfoncer dans la déflation. Nous croyons que la gauche a un avenir en France.

Le président peut-il encore s'en sortir ?

Oui. Objectivement, sa situation politique paraît compromise. Mais nous ne sommes qu'à mi-mandat, bien des choses sont encore possibles. A condition pour le président de savoir maîtriser sa plus grande qualité, qui est aussi son plus grand défaut : son intelligence. A lui de montrer aux Français qu'il n'a pas seulement un cerveau, mais aussi du cœur.